

APPEL À COMMUNICATIONS

Islams et luttes de l'immigration

2 et 3 juin 2020

Sciences Po Toulouse

L'histoire sociale et politique des luttes de l'immigration fait l'objet d'un intérêt académique renouvelé dans la littérature francophone. Les mobilisations des années 1970 et 1980, en particulier, ont retenu l'attention des historien-ne-s et des sociologues. Les publications sur diverses luttes de l'immigration postcoloniale (Abdallah, 2000 ; Boubeker et Hajjat, 2008 ; GISTI, 2014 ; Momméja, 2016), telles que les mobilisations d'ouvriers étrangers (Pitti, 2001; 2004), les grèves des loyers dans les foyers de travailleurs (Hmed, 2007), la marche pour l'égalité et contre le racisme, et ses mémoires (Hajjat, 2013 ; Hadj Belgacem et Nasri, 2018), les mobilisations contre les violences policières et les discriminations (Hajjat, 2005 ; Brahim, 2015), ou encore l'organisation de l'immigration et des quartiers populaires (Péchu, 1999 ; Taharount, 2017 [vol. 1] ; Collet, 2019) ont ainsi apporté des analyses socio-historiques détaillées sur les trajectoires et ressources militantes, ainsi que sur les contextes socio-économiques dans lesquelles ces mobilisations se déploient. Les travaux portant sur les mobilisations des années 1990, dans un contexte de plus en plus répressif de l'immigration et de cristallisation autour de la « sécurité » dans les quartiers populaires, ont également permis d'approfondir ces différentes pistes, en mettant en lumière les déplacements en termes de cadrage idéologique et de répertoires d'action, tout en évitant les caractérisations culturalistes et homogénéisantes des luttes immigrées (Siméant, 1998 ; Silverstein, 2004 ; Taharount, 2017 [vol. 2]). Enfin, les publications foisonnantes autour des révoltes de 2005 (pour en citer quelques-unes : Beaud et Masclat, 2006 ; Le Goaziou et Mucchielli, 2007 ; Cortéséro et Marlière, 2015 ; *Mouvements*, 2015), de même que l'étude des mouvements antiracistes des années 2000 et de ses reconfigurations actuelles (Celestine 2012 ; Laplanche-Servigne, 2014 ; Carrel et de Lépinay, 2016 ; Picot, 2016 ; Balazard et Rui, 2018), éclairent sous un nouveau jour les imbrications entre militantisme, quartiers populaires et conditions immigrées.

Cette littérature stimulante invite cependant à aller plus loin dans l'analyse des dimensions religieuses de ces mobilisations – dimensions qui ont jusqu'ici rarement été prises comme point central de la discussion (sur le prisme "*religious blind*" de certains travaux sociologiques en France, voir Amiraux, 2012 ; Béraud et al., 2018). Hormis les travaux pionniers d'Abdelmalek Sayad (2014) et quelques études consacrées aux liens entre syndicalisme, grèves ouvrières et pratiques religieuses

dans les usines automobiles des années 1980 (Mouriaux et Wihtol de Wenden, 1987 ; Barou et al., 1995 ; Gay, 2015), ce n'est que récemment que des travaux ont commencé à s'intéresser de plus près à la place de la religion dans les mobilisations immigrées (Davidson, 2012 ; Piettre, 2013 ; Fuchs, 2016 ; Talpin et al., 2017 ; Karimi, 2018). La sociologie des militant-e-s s'est en effet historiquement concentrée sur leur trajectoire migratoire ou sur celles de leurs parents, évoquant brièvement le fait que certain-e-s font de leur religion un des marqueurs de leur mobilisation. Peu de place est dès lors accordée à la politisation d'engagements religieux, politisation pouvant rester discrète en fonction des offres des biens symboliques et politiques du moment (l'hégémonie des marqueurs marxisants dans les années 1970, par exemple, limitant l'expression publique de référents religieux). En approfondissant certaines pistes esquissées dans ces travaux, il s'agira ainsi d'examiner plus précisément l'articulation entre religions et causes immigrées en nous focalisant sur le cas de l'islam—religion de référence pour une large part des populations immigrées turques, maghrébines et africaines, et dont le traitement médiatique et politique puise ses racines dans l'histoire coloniale de la France.

Par effet de miroir, les chercheur-euses intéressé-e-s par les mobilisations d'acteurs à référents religieux ont rarement inscrit ces mobilisations dans l'espace plus large des luttes de l'immigration. Dans le cas de l'islam, les trajectoires des cadres religieux (Dirèche-Slimani et Le Houérou, 1998 ; Barbey 2007 ; Jouanneau, 2013), la mise en place d'un tissu associatif confessionnel (Césari, 1994 ; Timera, 1996 ; Pingaud, 2012), le déploiement d'actions collectives à référents islamiques (Haenni, 2006 ; Frégosi, 2009 ; de Galembert, 2009 ; Geisser et al., 2017), les interactions entre acteurs musulmans et autorités publiques (de Galembert, 2005, 2015 ; Frégosi, 2008 ; Donnet, 2014) et les mobilisations contre l'islamophobie (Kassir et Reitz, 2016 ; Asal in Talpin et al., 2017) sont autant d'objets d'étude permettant d'historiciser l'émergence d'un paysage associatif musulman en France à partir des années 1970. Pour autant, ces analyses socio-historiques, très riches, n'ont pas toujours pu retracer les connexions entre mouvements sociaux d'une part et associations musulmanes d'autre part, laissant parfois apparaître ces dernières comme un secteur autonome. Or dans quelle mesure les acteurs se référant à l'islam se mobilisent-ils simultanément dans plusieurs espaces (sociaux, politiques, culturels, culturels) et sur plusieurs causes (quartiers populaires, luttes des sans-papiers, antiracisme, féminisme, altermondialisme, etc.) ? Peut-on considérer les associations musulmanes qui se mettent en place à partir de la fin des années 1970 comme des acteurs à part entière d'un champ plus vaste des causes immigrées ?

Ce colloque propose ainsi de penser le rôle des acteurs et actrices se définissant et/ou étant perçue-s comme musulman-e-s dans les luttes de l'immigration, et de réfléchir aux façons dont les références à l'islam sont construites, revendiquées, discréditées ou omises dans ces luttes. Sans chercher à imposer une lecture confessionnelle de ces mobilisations, il entend prendre au sérieux la plasticité du référentiel islamique dans les causes immigrées et ainsi interroger les frontières disciplinaires structurant la recherche sociologique entre études des mobilisations, des religions et des migrations.

Les propositions de communication pourront se rattacher aux axes suivants :

1) Une première série de questions concerne les processus d'identification et de catégorisation des notions de « luttes de l'immigration », de « causes immigrées » et de « mobilisations immigrées ». Les opérations de classification n'étant pas neutres (Martiniello et Simon, 2005 ; Hmed et Laurens, 2008 ; Samson, 2012), il s'agit de voir comment différents types d'acteurs définissent les critères d'appartenance à l'espace des luttes de l'immigration et incluent/excluent ce qui touche à l'islam – ou plutôt aux islamistes puisqu'il importe de considérer les manières de croire et de pratiquer dans leur diversité. Du côté des labellisations internes, on se demandera ainsi : quels noms et catégories utilisent les acteurs et actrices des luttes de l'immigration dans leurs énoncés et prises de positions ? Comment ces labellisations internes évoluent-elles en fonction des conditions matérielles différenciées des acteurs depuis les années 1960 ? Comment mettent-ils et -elles en récit (ou non) leurs croyances religieuses pour rendre compte de leur investissement dans les luttes de l'immigration ? En quoi ces systèmes de classification internes font l'objet de conflits au moment même des mobilisations mais également au moment de leur gestion mémorielle ? Du côté des labellisations externes, on interrogera la façon dont chercheur-euses, agent-e-s des États (d'émigration et d'immigration) et journalistes participent – selon diverses modalités – à l'étiquetage des « causes immigrées ». Dans quelle mesure ces acteurs théorisent ou non l'articulation entre islam et luttes de l'immigration ? Et quels sont les effets potentiellement disqualifiants de telles étiquettes ?

2) Une deuxième série de questions porte sur les imbrications du religieux, du social et du politique dans les mobilisations des acteurs. En somme, comment s'articulent socialisation religieuse et engagement politique ? À la suite de travaux sur la politisation d'engagements chrétiens (Fretel, 2004 ; Pagis, 2010), on s'interrogera sur la façon dont les dispositions et expériences liées à la foi et à la pratique de l'islam sont mobilisées ou désinvesties par les acteurs et actrices des luttes de l'immigration, en fonction de leur âge, de leur genre, de leur classe, etc. On examinera également la façon dont les pratiques religieuses peuvent être invisibilisées selon les types d'engagement. De telles interrogations se déclinent au regard de la multi-positionnalité des acteurs au sein de différents espaces sociaux (foyers, usines, mosquées, syndicats, partis, etc.) et de divers espaces géographiques (France et pays d'origine). Se pose ainsi ici la question des reconversions de capitaux militants d'un espace vers un autre ; et à l'inverse, la question des effets de cloisonnement et de compartimentalisation de certaines pratiques et marqueurs religieux.

3) Un troisième axe permettra d'interroger l'implicite « progressiste » caractérisant les luttes de l'immigration. Est-ce que les acteurs et actrices des luttes de l'immigration partagent nécessairement des visées communes, cherchant à remettre en cause les façons dominantes de faire société ? Comment articuler ce que certains acteurs (et chercheurs) pensent comme un conservatisme social et politique de certaines organisations musulmanes et les luttes à visée émancipatrice des causes immigrées ? Dans quelle mesure est-ce que les acteurs associatifs musulmans, en construisant des lieux de culte, en animant des activités socio-culturelles, en

organisant des fêtes religieuses, des cours de langue et d'éducation religieuse, participent à l'amélioration des conditions de vie des immigrés ? Dans quelle mesure et sous quelles formes les acteurs à référents islamiques se mobilisent sur des formes d'oppressions sociales et politiques, telles que le racisme, l'islamophobie, le sexisme, l'homophobie, ou la précarité ? Et comment sont négociées les convergences entre acteurs à référents islamiques et militants d'obédiences diverses se mobilisant sur ces causes (Peace 2012, 2015 ; Hajjat et Mohammed 2016) ?

4) Enfin, un quatrième et dernier axe cherchera à élargir les questionnements précédents au-delà des acteurs musulmans. Premièrement, il s'agira d'interroger la mobilisation de référents religieux non musulmans dans les luttes de l'immigration (militant-e-s s'identifiant comme catholique, protestant, juif, etc. et se mobilisant pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations immigrées) ainsi que le positionnement d'acteurs se revendiquant comme non-religieux ou athées vis-à-vis de ces luttes. Deuxièmement, il conviendrait de questionner la place des référents religieux chez ceux qui ont pu être appelés les « militants par conscience » (Pierru, 2009), i.e. les militant-e-s non directement concerné-e-s par ces luttes et qui y apportent néanmoins leur soutien, dans la lignée des travaux sur l'investissement des « catholiques de gauche » dans les mouvements pro-immigrés (Siméant, 1998 ; Péchu, 2001 ; Lechien, 2003 ; Pette, 2012). Cet axe sera enfin l'occasion d'examiner l'émergence du dialogue inter-religieux comme répertoire d'action dans les luttes de l'immigration.

Modalités de participation

Les propositions de communication (500 mots maximum) sont attendues avant le **10 janvier 2020** à l'adresse suivante : islamigration@gmail.com

Les frais de déplacement et d'hébergement des participants seront pris en charge, dans la limite des fonds disponibles.

Comité d'organisation

Margot Dazey (Institut d'études avancées de Toulouse)

Samir Hadj Belgacem (Université Jean Monnet - Saint-Etienne)

Sylvain Laurens (École des hautes études en sciences sociales)

Mathilde Zederman (Sciences Po Toulouse)

Comité scientifique

Margot Dazey (Institut d'études avancées de Toulouse)

Juliette Galonnier (Sciences Po Paris)

Samir Hadj Belgacem (Université Jean Monnet - Saint-Etienne)

Abdellali Hajjat (Université libre de Bruxelles)

Solenne Jouanneau (Université de Strasbourg)

Narguesse Keyhani (Université Lumière Lyon 2)

Sylvain Laurens (École des hautes études en sciences sociales)

Mathilde Zederman (Sciences Po Toulouse)

Ce colloque est organisé avec le soutien de l'Institut Convergences Migrations (ICM), de l'Institut d'études avancées de Toulouse (IAST), du Laboratoire de sciences sociales du politique (LaSSP) de Sciences Po Toulouse, et du Réseau thématique pluridisciplinaire « Islams et chercheurs dans la cité » (CNRS, IISMM).

Travaux cités

- Abdallah, Mogniss. 2000. *J'y suis, j'y reste : les luttes de l'immigration en France depuis les années soixante*. Paris, Reflex.
- Amiriaux, Valérie. 2012. « État de la littérature. L'islam et les musulmans en Europe : un objet périphérique converti en incontournable des sciences sociales ». *Critique internationale*. n° 56.
- Balazard, Hélène, et Sandrine Rui. 2018. « Mésentente autour d'une expérience d'*empowerment* consacrée à la lutte contre les discriminations ». *Les cahiers de la LCD*, vol. 8, n°3 : 25–43.
- Barbey, Amélie. 2007. « Institutions et acteurs religieux chez les Comoriens de Marseille ». *Migrations Société*, vol. 111-112, n°3 : 17–39.
- Barou, Jacques, Moustapha Diop et Subhi Toma. 1995. « Des musulmans dans l'usine », in Renaud Sainsaulieu et Ahsène Zehraoui (dir.), *Ouvriers spécialisés à Billancourt : les derniers témoins*. Paris, l'Harmattan : 131–161.
- Beaud, Stéphane, et Olivier Masolet. 2006. « Des 'marcheurs' de 1983 aux 'émeutiers' de 2005 ». *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 61 : 809–843.
- Béraud, Céline, Bruno Duriez, et Béatrice du Gasquet (dir.). 2018. *Les sociologues en quête de religion*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Boubeker, Ahmed, et Abdellali Hajjat. 2008. *Histoire politique des immigrations (post)coloniales : France, 1920-2008*. Paris, Éditions Amsterdam.
- Brahim, Rachida. 2015. « La race du militantisme », *Migrations Société*, vol. 159-160, n° 3 : 73-88.
- Carrel, Marion, et Adeline de Lépinay. 2016. « Expériences de *community organizing* en France », *Mouvements*, vol. 85, n°1 : 26–30.
- Celestine, Audrey. 2012. « L'espace des mobilisations minoritaires des citoyens d'origine caribéenne en France et aux États-Unis », in James Cohen (dir.), *L'Atlantique multiracial*. Paris, Editions Karthala : 337-362.
- Césari, Jocelyne. 1994. *Être musulman en France : associations, militants et mosquées*. Paris, Karthala et Iremam.
- Collet, Victor. 2019. *Nanterre, du bidonville à la cité*. Marseille, Agone.
- Cortéséro, Régis, et Eric Marlière (dir.). 2015. « Les émeutes de 2005, dix ans après », *Agora Débats/Jeunesses*. n° 70. Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Davidson, Naomi. 2012. *Only Muslim : Embodying Islam in Twentieth-Century France*. Ithaca, Cornell University Press.
- De Galembert, Claire. 2005. « The City's 'Nod of Approval' for the Mantes-La-Jolie Mosque Project : Mistaken Traces of Recognition ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n°6 : 1141–1159.
- . 2009. « Cause du voile et lutte pour la parole musulmane légitime ». *Sociétés contemporaines*, vol. 74, n°2 : 19–47.

- . 2015. « Le droit à porter le voile : cause perdue ou naissance d'une *politics of rights* ? ». *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, vol. 73, n°2 : 91–114.
- Dirèche-Slimani, Karima et Fabienne Le Houérou. 1998. « L'islam comorien ou l'itinéraire d'un imam marseillais ». *Hommes et Migrations*, vol. 1215, n°1 : 50–56.
- Donnet, Claire. 2014. « Organisations musulmanes et pouvoirs locaux : concurrence et normalisation par l'«islam civil» à Strasbourg », in Anne-Sophie Lamine (dir.), *Quand le religieux fait conflit. Désaccords, négociations ou arrangements*. Rennes, Presses universitaires de Rennes : 33-45.
- Frégosi, Franck. 2008. *Penser l'islam dans la laïcité*. Paris, Fayard.
- . 2009. « Formes de mobilisation collective des musulmans en France et en Europe ». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n°1 : 41–61.
- Fretel, Julien. 2004. « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une illusion paradoxale et du passage à l'acte chez les 'militants' de l'UDF ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 155, n°5 : 76–89.
- Fuchs, Nathalie. 2016. « Les frontières de l'identité collective dans le militantisme de cité ». *Agora débats/jeunesses*, vol. 72, n°1 : 35–48.
- Gay, Vincent. 2015. « Grèves saintes ou grèves ouvrières ? », *Genèses*, vol. 98, n°1 : 110-130.
- Geisser, Vincent, Omero Marongiu-Perria, et Kahina Smaïl. 2017. *Musulmans de France, la grande épreuve : face au terrorisme*. Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier-Les éditions Ouvrières.
- GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) (dir.). 2014. *Mémoire des luttes de l'immigration en France*. Paris.
- Hadj Belgacem, Samir, et Foued Nasri (dir.). 2018. *La marche de 1983 : des mémoires à l'histoire d'une mobilisation collective*. Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre.
- Haenni, Patrick. 2006. « La France face à ses musulmans : émeutes, jihadisme et dépolitisation ». *Esprit*, vol. 10 : 112–145.
- Hajjat, Abdellali. 2005. « Le MTA et la « grève générale » contre le racisme de 1973 ». *Plein droit*, vol. 67, n°4 : 35-40.
- . 2013. *La marche pour l'égalité et contre le racisme*. Paris, Éditions Amsterdam.
- Hajjat, Abdellali et Marwan Mohammed. 2016. *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le 'problème musulman'*. Paris, La Découverte.
- Hmed, Choukri. 2007. « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la "grève des loyers" dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 ». *Sociétés contemporaines*, vol. 65, n°1 : 55-81.
- Hmed, Choukri, et Sylvain Laurens. 2008. « Éditorial en marge des sirènes du 'post-post'. Un travail collectif sur la fabrique des catégories et l'invention de l'immigration », *Agone*, n° 40.
- Jouanneau, Solenne. 2013. *Les imams en France : une autorité religieuse sous contrôle*. L'ordre des choses. Marseille, Agone.

- Karimi, Hanane. 2018. « Assignment à l'altérité radicale et chemins d'émancipation : étude de l'agency de femmes musulmanes françaises ». Thèse de doctorat en sociologie, Université de Strasbourg.
- Kassir, Alexandra, et Jeffrey Reitz. 2016. « Protesting Headscarf Ban : A Path to Becoming More French? A Case Study of 'Mamans Toutes Égales' and 'Sorties Scolaires Avec Nous' ». *Ethnic and Racial Studies*, vol. 39, n°15: 2683–2700.
- Laplanche-Servigne, Soline. 2014. « Quand les victimes de racisme se mobilisent : Usage d'identifications ethnoraciales dans l'espace de la cause antiraciste en France et en Allemagne ». *Politix*, vol. 108, n°4 : 143–66.
- Lechien, Marie-Hélène. 2003. « Des militants de la 'cause immigrée' ». *Genèses*, vol. 50, n°1: 91-110.
- Le Goaziou, Véronique, et Laurent Mucchielli, dir. 2007. *Quand les banlieues brûlent : retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris, La Découverte.
- Martiniello, Marco et Patrick Simon. 2005. « Les enjeux de la catégorisation. Rapports de domination et luttes autour de la représentation dans les sociétés post-migratoire ». *Revue Internationale des Migrations Européennes*, vol. 21, n°2 : 7-18.
- Mouvements 2015. « Ma cité a craqué. Dix ans après les révoltes urbaines de 2005 », vol. 3 n°83.
- Momméja, Adèle. 2016. « Les enfants d'immigrés au temps du droit à la différence. Socio-histoire d'une politique compassionnelle ». Thèse de doctorat en sociologie, Université de Nanterre.
- Mouriaux René, et Catherine Wihtol de Wenden. 1987. « Syndicalisme français et islam ». *Revue française de science politique*, vol. 37, n°6 : 794–819.
- Pagis, Julie. 2010. « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en mai 68 ». *Revue française de science politique*, vol. 60, no. 1 : 61–89.
- Peace, Timothy. 2012. « The French Anti-Racist Movement and the "Muslim Question" », in Christopher Flood, Stephen Hutchings, Galina Miazhevich, Henri Nickels (dir.), *Political and Cultural Representations of Muslims*. Leiden: Brill : 131-146.
- . 2015. *European Social Movements and Muslim Activism*. London: Palgrave Macmillan.
- Péchu, Cécile. 1999. « Black African Immigrants in France and Claims for Housing ». *Journal of Ethnic and Migration Studies* 25, no. 4: 727–744.
- . 2001. « Les générations militantes à droit au logement ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1 : 73–103.
- Pette, Mathilde. 2012. « S'engager pour les étrangers. Les associations et les militants de la cause des étrangers dans le Nord de la France ». Thèse de doctorat en sociologie, université Lille 1.
- Picot, Pauline. 2016. « Quelques usages militants du concept de racisme institutionnel : le discours antiraciste postcolonial (France, 2005-2015) ». *Migrations Société*, vol. 163, n°1 : 47–60.
- Pierru, Emmanuel, 2009. « Militants par conscience » in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris, Presses de Sciences Po : 357–364.

- Piettre, Alexandre. 2013. « Islam (im)politique et quartiers (im)populaires. Retour critique sur les émeutes de novembre 2005 ». *L'Homme & la Société*, n°187-188 : 89-129.
- Pingaud, Étienne. 2012. « Un militantisme musulman ? ». *Savoir/Agir*, vol. 22, n°4 : 61-69.
- Pitti, Laure. 2001. « Grèves ouvrières versus luttes de l'immigration : une controverse entre historiens ». *Ethnologie française*, vol. 31, n°3 : 465-476.
- . 2004. « Les luttes centrales des O.S. immigrés ». *Plein droit*, vol. 63, n°4 : 43-47.
- Samson, Fabienne. 2012. « Les classifications en islam ». *Cahiers d'études africaines*, vol. 206-207, n°2 : 329-349.
- Sayad, Abdelmalek. 2014. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. Tome 3 « La fabrication des identités culturelle »*. Paris, Raisons d'Agir.
- Silverstein, Paul A. 2004. *Algeria in France: transpolitics, race, and nation*. Bloomington, Indiana University Press.
- Siméant, Johanna. 1998. *La cause des sans-papiers*. Paris, Presses de Sciences po.
- Taharount, Karim. 2017. « On est chez nous ». *Vol. 1 : Histoire des tentatives d'organisation politique de l'immigration et des quartiers populaires (1981-1988)*. Paris, Editions Solnistata.
- . 2017. « Pas de Justice Pas de Paix ». *Vol. 2 : Le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB) (1993-2006)*. Paris, Editions Solnistata.
- Talpin, Julien, Julien O'Miel, et Franck Frégosi (dir.). 2017. *L'islam et la cité : engagements musulmans dans les quartiers populaires*. Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Timera, Mahamet. 1996. *Les Soninké en France : d'une histoire à l'autre*. Paris, Karthala.